

Continue-t-on la surveillance de K ?

Werner Koch

Traduction de Hanna Koch

Pour Mathias, Nora, Andréas et
Clara, mes enfants.
Pour Antonio, Filo, Lila, Arya et
Nolhan, mes petits enfants.
Pour leur permettre de dire :
Niemals mehr ! Plus jamais !
Maman, Mutti

Introduction

En 2017, quarante ans après leur publication en Allemagne, j'ai relu les mémoires de mon père, le pasteur Werner Koch, dans lesquelles il relate son engagement en tant que citoyen et homme d'église, durant les années 1933-1946 contre l'État nazi.

Je fus frappée par sa clairvoyance dans une société dominée par la démente, et par ce qui finalement constitue un témoignage d'une autre résistance, la résistance en Allemagne qui pour être méconnue n'en a pas moins existé.

J'ai donc repris le livre et je l'ai traduit. Pour mes enfants d'abord, pour qu'ils puissent être fiers de leurs grands-parents. Pour moi également, afin de me libérer de ce sentiment de culpabilité collective que beaucoup d'Allemands de ma génération portent en eux.

Cette traduction a trouvé un écho certain dans mon entourage. J'ai compris qu'en France si l'on connaît l'existence des camps de concentration peu savent qu'ils ont été d'abord destinés aux opposants allemands, de même si un attentat contre Hitler a été fomenté par des officiers supérieurs du Reich, on est

peu au fait de la réalité d'une résistance plus banale, diffuse et quotidienne.

Avec quelques amis j'ai donc repris la traduction pour la rendre plus lisible et plus accessible. Le texte étant riche en personnes, en lien avec l'histoire du Troisième Reich et aussi avec le mouvement protestant, le lecteur pourra trouver des précisions dans les annexes en fin de volume et signalées par des astérisques.

Nous sommes condamnés à revivre l'Histoire si nous l'oublions.

Qui aujourd'hui peut se représenter ce que fut l'État allemand après l'arrivée au pouvoir le 30 janvier 1933 d'Adolf Hitler et ses sbires.

Qui a pris conscience que les premiers camps de concentration furent construits dès 1933 et déjà même en 1932. Hitler avait prévu le coup !

Qui est conscient que les premiers détenus (par milliers notamment les communistes, les socialistes, les syndicalistes) furent les allemands eux-mêmes ?

Qui est conscient que les parlementaires de l'aile gauche au parlement allemand furent tous soit arrêtés, soit assassinés dès la prise du pouvoir d'Hitler ?

Qui est conscient qu'au soir du 1^{er} mai 1933 (autorisée) et que les dirigeants nazis voulaient comme un 1^{er} mai national socialiste, tous les leaders syndicaux et politiques furent arrêtés et quatre parmi eux assassinés.

Soudain, il était là, brutal, totalitaire, cet État, où les droits les plus élémentaires furent bafoués.

Le meurtrier devient héros, la victime devient l'accusée.

La peur s'installe !

Nous parlons ici de la volonté d'Hitler d'étouffer dans l'œuf toute opposition.

Les partis de droite et du centre étaient quant à eux très vite d'accord avec l'idée d'un leader fort qui puissent mettre fin à cette « décadence » qui représentait à leurs yeux la Première République allemande, la République de Weimar (1918-1933). Cette République plutôt socialiste, qui avait accepté la capitulation en novembre 1918 et de ce fait accepté de se soumettre au diktat du Traité de Versailles. Ah, oui, cette République traître de la Nation.

Les Églises ne furent pas en reste. Cette République de bolcheviques qui mettaient en cause les fondements même de l'Église et les traditions, qui décriaient le Christ.

Cette République, n'avait-elle pas en son sein un certain nombre de politiciens juifs, les juifs responsables de la mort du Christ ?

Oui, les Églises soutenaient Hitler.

Pour un français parler de l'Église et de l'État peut paraître tout à fait saugrenu car en France la séparation de l'État et de l'Église était bien ancrée dans le fonctionnement du pays depuis 1905.

En Allemagne à cette époque le poids des Églises fut absolument cardinal pour Hitler, il fallait que la majorité des chrétiens le soutiennent.

Bien que financées par l'État (impôts pour les Églises), elles avaient une grande autonomie sur les finances, sur les élections de ses représentants, sur la juridiction pour les faits relevant de l'Église, sur les publications et surtout dans la formation de leurs prêtres et pasteurs et dans l'enseignement religieux

au sein des écoles. Elles gèrent une grande partie des écoles, jardins d'enfants, universités, hôpitaux, maisons de retraite, camps de jeunesse. Un pouvoir phénoménal qu'il fallait prendre en main !

Dans les années 30, environ 70 % de la population était protestante.

Pour arriver à ses fins Hitler soutient fortement un mouvement chrétien protestant nationaliste : Die Deutschen Christen (DC) - Les Chrétiens Allemands.

Avec leur soutien, il souhaite briser cette autonomie des Églises, les mettre sous tutelle de l'État. Nous sommes au début de l'année 1933. Très vite des représentants du parti national socialiste s'installent dans toutes les instances des églises. Un ministre aux affaires des Églises fut nommé ainsi que des commissions d'État qui devaient régler les affaires des Églises. L'État tente une nouvelle idéologie religieuse mêlant allègrement, mythologie nordique et les paroles bibliques, ainsi Jésus lui-même devient un descendant d'une race aryenne ! Lors des sermons à l'Église il fallait prier pour Hitler, le drapeau de la croix gammée est posé à côté de la croix. Lors de l'ordination des pasteurs, il fallait prêter d'abord sermon au Führer et ensuite sur la Bible, le salut ne venait plus de Dieu mais de l'homme providentiel Adolf Hitler.

Le grand théologien du 20^e siècle Karl Barth y voit clair dès le début. Dans son appel : « La théologie vraie d'aujourd'hui » il écrit : « je considère que si l'enseignement du national-socialisme se retrouvait autant relié à l'enseignement des Saintes Écritures qu'il en devenait hégémonique, comme le veulent les Chrétiens Allemands, l'Église protestante cesserait d'exister. »

En automne 1933, Hitler fait voter le paragraphe concernant la race aryenne dans les Églises. Les pasteurs ayant des antécédents juifs ou qui sont mariés à une femme non aryenne sont démis de leur fonction.

On commence à entrevoir le danger, on commence à comprendre dans quel gouffre l'Église se jetait avec les doctrines du national-socialisme, basées uniquement sur la violence de l'État.

Un pasteur, Martin Niemöller, pourtant patriote dans l'âme, officier dans la marine, décoré de la Grande Guerre, réagit. Il crée immédiatement l'association de Secours aux pasteurs. Association qui manifeste clairement son opposition à l'introduction dudit paragraphe et qui apporte son soutien aux frères et à leur famille en grande difficulté pour avoir été démis de leur fonction, ou jetés en prison. Pasteurs et paroissiens rentrent en résistance. L'association compte en peu de jours 1 300 membres, à Noël ils sont 3 000 et début 1934 plus de 10 000.

Le manifeste de Karl Barth et l'initiative de Niemöller fait réagir les paroisses et un synode de résistance et de réorganisation des églises protestantes se tiendra le du 29 au 31 mai 1934 dans la ville de Wuppertal / Barmen.

Une première déclaration de ce qui va devenir une Églises dans la résistance va voir le jour.

La déclaration est essentiellement écrite par Karl Barth mais signée par d'autres pasteurs dont le pasteur Niemöller. La déclaration stipule que l'église ne peut dans aucun cas être dirigée par l'État. « Si l'État veut mettre en place des lois qui vont à l'encontre de l'Évangile, l'Église doit affirmer la prédominance de la parole de Dieu. [...] Nous serions des chiens qui

n'aboient pas si nous mettions en place au sein des réformés une confession de foi sans parler de l'État totalitaire.

L'État ne peut pas prendre en otage tous les hommes, ne peut pas vouloir décider du fonctionnement, ni de la mission des Églises....

Soudain, un nom est sur toutes les lèvres pour désigner cette fraction de l'Église protestante : L'Église confessante.

Dans les mémoires de mon père nous allons donc entendre parler de l'Église confessante par opposition au mouvement des Chrétiens allemands qui eux vont avoir la fonction de l'église officielle du Reich. Mon père va développer une activité journalistique auprès de beaucoup de journaux étrangers afin de raconter le combat entre l'État et l'Église confessante. Le simple fait d'écrire dans les journaux étrangers pouvait être considéré comme un acte de haute trahison.

Dans d'autres déclarations de l'Église confessante on pouvait lire : « la Conscience protestante qui se sent coresponsable pour le peuple et pour le gouvernement, est durement éprouvée par le fait qu'en Allemagne, qui pourtant se voit bien comme un État de droit, il y a toujours des camps de concentration, que la Gestapo échappe à tout contrôle juridique ». Sur la question des juifs il y est dit : « Si au nom de la vision du monde national socialiste on veut imposer une conception antisémite du monde qui conduit à la haine des juifs, nous lui opposons le commandement chrétien de l'amour de son prochain ... » (Déclaration écrite en 1936)

Hitler ne pouvait pas entre 1933 et fin 1936 faire arrêter ou assassiner tous les femmes et hommes de l'Église en opposition car l'Allemagne organisait les jeux Olympique en été 1936. La seule véritable opposition collective dans ces années fut effectivement l'Église confessante, ce sont des faits très peu connus du grand public aussi bien en France qu'en Allemagne, elle-même. Hitler avait besoin de garder une image positive dans le monde et notamment devant les États-Unis (État très protestant).

Mon père et beaucoup d'autres opposants de l'Église confessante furent arrêtés peu après les Jeux.

Le pasteur Niemöller eût même le statut de prisonnier personnel du Führer il fut arrêté en 1937, d'abord au camp de Sachsenhausen ensuite au camp de Dachau. Il fut libéré en 1945.

On lui doit ces phrases souvent citées :

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.

Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.

Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »

Le professeur de mon père et grand opposant Dietrich Bonhoeffer n'a pas eu la même chance que Niemöller, il fut assassiné en avril 1945 juste avant la capitulation de Hitler. Bonhoeffer et sa famille furent également investis dans les multiples tentatives d'assassinat contre Hitler et notamment celle de juillet 1944.

Encore un petit mot sur l'Église confessante : comme dans tout mouvement on pouvait y trouver des courants d'opinion, pour un parti politique on parlerait de courant allant de droite à gauche voir à l'extrême gauche. Les affrontements au sein de cette église oppositionnelle furent importants et multiples. Néanmoins ce fut le courant de gauche qui jusqu'à septembre 1936 a pu imposer sa vision.

Beaucoup d'opposants politiques et religieux furent donc enfermés dans les camps ou dans les geôles de la Gestapo. Après quelques mois ou quelques années de travaux forcés, un certain nombre d'opposants pouvaient être libérés. Ce fut le cas pour mon père qui par la suite fut obligé d'être soldat du Reich là encore il a essayé de se conduire en tant que chrétien et en opposant du régime c'est de cette histoire que ce livre parle.

Hanna Koch

Chapitre 1

Correspondant pour la presse étrangère

En avril 1935, des amis anglais, français et néerlandais, proches du mouvement œcuménique viennent me retrouver.

Ils ne comprennent pas pourquoi la presse étrangère ne traite plus du conflit opposant l'État national-socialiste à l'Église confessante*¹, tel le *Times* de Londres, qui n'en dit mot ou parle au mieux d'une éventuelle trêve entre l'Église et l'État.

Ils se demandent si l'État a amendé ses visées totalitaires sur l'Église confessante ou si celle-ci a renoncé à l'affronter ?

De fait leur questionnement pointe exactement le cœur du conflit. L'État ne veut pas renoncer d'une manière directe ou indirecte à sa mainmise sur l'Église. L'Église, quant à elle, ne peut de son côté accepter la domination d'un autre Dieu que le sien. Elle se doit, de plus, réagir à l'idéologie nationale socialiste et à son idolâtrie grandissante.

¹ Les termes marqués d'une astérisque renvoient au glossaire ou aux biographies en fin de volume

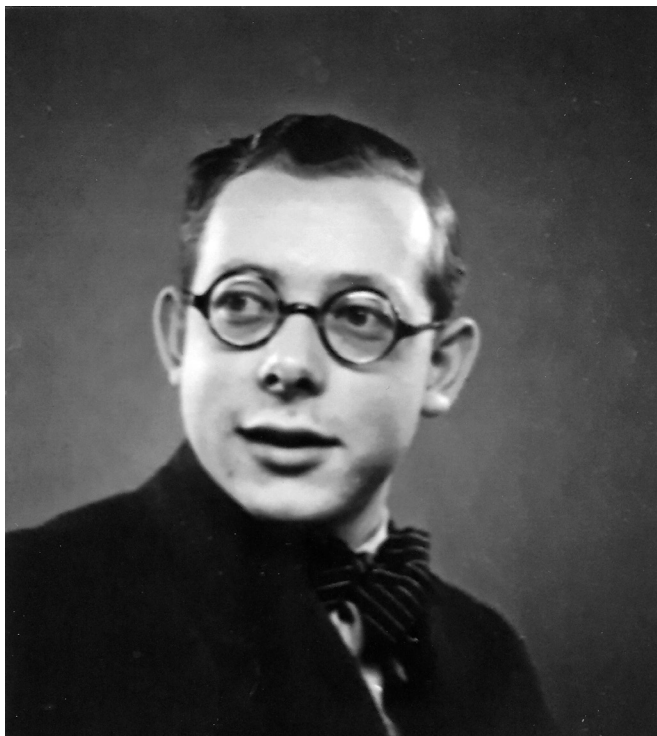
Le calme apparent régnant actuellement n'est que le reflet d'une mutuelle perplexité. Chacun hésite sur la stratégie à adopter même si, compte tenu du contexte, une réaction imminente de l'État est envisageable.

Au sein de l'Église confessante un groupe d'élèves autour de Karl Barth* forme d'une certaine manière le noyau dur de la résistance ecclésiastique. Et il est fort probable que ces jeunes théologiens n'acceptent aucune compromission. En outre l'Église confessante appelée en Allemagne *Bekennende Kirche* [BK pour la suite du texte] se retrouve, de fait, responsable de plusieurs centaines de vicaires et de pasteurs auxiliaires, exclus des églises officielles et contraints à une certaine clandestinité. Si leurs activités pastorales restent d'un point de vue évangélique tout à fait légitimes, elles sont considérées comme illégales aux yeux de l'État. Pour la BK l'abandon des jeunes théologiens étant impensable et la formation de nouveaux pasteurs essentielle, l'affrontement devient dès lors inévitable.

Mes jeunes amis ne tardent pas à comprendre la situation et à parvenir à une conclusion lourde pour moi de conséquences.

« Ce que tu viens de nous expliquer est si important que ce ne doit pas être réservé à notre petit cercle d'amis. Non, décidément cela concerne tout le monde. Non seulement les chrétiens doivent en être informés mais aussi et tout particulièrement le monde politique et les gouvernements. Ces informations doivent paraître dans les grands journaux. Une publication dans les seules revues ecclésiastiques ou dans les bulletins paroissiaux est d'autant insuf-

fisante qu'ils sont peu lus. Seule une couverture par les grands quotidiens permettra d'atteindre tous les chrétiens. » Ce à quoi mes interlocuteurs déclarent vouloir s'atteler.



Werner Koch en 1936

Actuellement le gouvernement allemand ne peut se permettre d'ignorer l'opinion publique des autres pays. Comment le Parlement britannique pourrait-il conclure un traité naval* avec Hitler s'il est évident qu'on ne peut prêter crédit à sa parole ? Si les Anglais apprennent qu'il piétine les promesses faites aux Églises, ils redoubleront de prudence à son égard.

Non pas que l'État britannique soit particulièrement intéressé par leur sort, mais la fiabilité des signataires des traités le concerne au plus haut point. La question religieuse prend alors toute son importance. Elle dévoile la nature totalitaire de l'État national-socialiste, lequel ne se démasque jamais autant que sur ce point précis.

Mes amis évoquent l'Évêque de Gloucester, qui en toute naïveté fait l'éloge des nazis et de l'Église officielle du Reich. En cas de guerre et de conquête, il est à craindre que les populations se laissent abuser par la propagande hitlérienne. D'où l'importance des informations que j'étais en mesure de fournir.

Je connais suffisamment le jugement de mes compatriotes mais aussi des membres de la BK vis à vis des journalistes travaillant pour la presse étrangère pour savoir à quel point je m'expose à l'isolement et aux dangers. Je me laisse pourtant convaincre par mes amis et leur donne mon accord pour jouer ce rôle.

J'adresse mes premiers articles à trois journaux britanniques : le *Daily Telegraph*, le *Morning Post* et le *Manchester Guardian*. Il va de soi que je ne peux pas les envoyer directement aux rédactions concernées. Une stratégie est mise en place. On me donne des adresses de camouflage de personnes privées sympathisant avec notre cause. Ils reçoivent par la poste une enveloppe de taille moyenne dans laquelle se trouve une publicité pour le tabac à mâcher ou d'autres réclames parmi lesquelles sont glissés mes articles. Sur les enveloppes on peut lire « Information pour entreprises et échantillons sans valeurs ». Il n'y a pas d'adresse d'expéditeur. Les articles sont

signés sous un pseudonyme, avec le temps j'en cumule une dizaine. Les courriers ne sont jamais postés à Bonn même. Ainsi je me rends en train à Cologne et pour les déposer dans les wagons postaux en partance pour la Belgique ou la Hollande. Sur ce court trajet la correspondance n'est plus contrôlée. Les accusés de réception et mes honoraires sont envoyés à des connaissances dans la petite ville de Coevorden, ville néerlandaise située à environ 10 km de la maison parentale de ma fiancée, en Allemagne. Quelquefois, elle transporte elle-même les manuscrits à vélo. Elle a fabriqué un double fond dans un sac pour les courses et connue des douaniers, le risque de fouilles est assez minime.

C'est alors que mes prédictions sur mes craintes des rapports entre l'État et l'Église se confirment.

Le 1er juillet 1935, le gouvernement du Reich promulgue une loi ordonnant la mise en place d'une commission décisionnaire réglementant les droits aux seins de l'Église protestante. Cette commission est attachée au ministère de l'Intérieur. La BK ayant gagné la plupart des procès concernant les attributions patrimoniales et financières, l'État veut mettre un terme à la possibilité pour l'Église de régler les conflits en rendant impossible tout recours judiciaire. Les tribunaux ordinaires ne sont plus autorisés à régler ces questions, quant à la commission décisionnaire elle n'en a pas la compétence. L'Église a ainsi perdu l'autonomie financière et ses droits juridiques.

C'est ainsi que j'en rendais compte dans la presse étrangère.

Seize jours plus tard un nouveau coup est porté. Un décret du 16 juillet 1935 signé par Hitler, des dignitaires du Reich et de la Prusse, régleme la fusion des instances décisionnaires des Églises du Reich et de la Prusse. Ce décret devient loi le 24 septembre 1935*. Mais déjà fin juillet, l'organe de presse et de la propagande du Parti *Der Völkische Beobachter* (*l'Observateur du Peuple*) rend compte de ces nouvelles dispositions. Elles constitueront la base des 17 mesures visant à la paralysie de l'Église confessante.

Martin Niemöller* en fait un commentaire laconique « Cette commission n'est pas installée pour régler les affaires de l'Église mais pour les dérégler ! »

Il est à souligner qu'Hitler n'a donné à aucun autre de ses ministres le pouvoir d'établir des réglementations juridiquement contraignantes.

Le 29 juillet je prends le train à Bonn pour Bâle. Je dois me rendre ensuite à Abbazia, en Italie du Nord où je suis engagé comme prédicateur pour cinq semaines. Je serai d'ailleurs le premier prédicateur allemand invité depuis la Première Guerre mondiale.

A la gare de Bonn, j'achète la dernière édition du *Völkischer Beobachter* [*l'Observateur du peuple*] et je découvre en première page un éditorial sur les missions du nouveau ministre des Affaires ecclésiastiques. L'article précise que le seul but de l'État, en tant que responsable juridique, est de venir en aide aux Églises déchirées par des conflits internes. Ces nouvelles dispositions leur permettraient ainsi de régler en toute liberté leurs divergences de foi et d'obédience.

Pendant le voyage je pense à tous ceux qui ayant lu un tel article, inspiré par les plus hautes instances

gouvernementales, vont se dire « Hitler ne veut finalement que le meilleur pour l'Église. »

Je décide de tout faire pour empêcher la réussite d'une si grossière manœuvre politique.

A Bâle, je me rends immédiatement au siège du plus grand journal suisse *Le Baseler National Zeitung*. Il est midi. Le rédacteur en chef est absent, seul un journaliste remplaçant est présent mais il ne peut prendre aucune décision. Je lui montre le *Völkischer Beobachter* et lui explique l'importance capitale que chacun soit informé des véritables intentions du régime nazi.

« Eh bien, nous avons ici de temps à autre des étrangers qui nous fournissent un article sur la situation des Églises en Allemagne, c'est amplement suffisant !

– Mais ne vous comprenez donc pas qu'il faut réagir immédiatement pour démasquer cette tromperie ? J'arrive directement du « front » et je suis bien plus au courant que n'importe quel étranger arrivant à Bâle.

– Bon, si vous insistez, écrivez quelque chose et apportez l'article dans les prochains jours, je le soumettrai au rédacteur en chef.

– Y a-t-il une secrétaire au journal ? J'ai déjà mon article en tête, je peux le dicter immédiatement. »

Stupéfait, le rédacteur trouve une secrétaire.

Mon article dicté, je me dis qu'il va probablement finir à la poubelle.

Le lendemain en prenant le train pour Zurich, mon regard tombe sur l'édition du matin du *Baseler National Zeitung*. Mon papier est là, en première page.

Dans le compartiment du train, plusieurs personnes le lisent et même en discutent.

Sous le titre neutre : « La situation de l'Église protestante en Allemagne depuis le synode* d'Augsbourg », je cherche à contrecarrer tous ceux qui dans le pays et à l'étranger ne veulent pas voir la réelle gravité de la situation. J'y dénonce les mesures prises par l'État mais aussi la frilosité des Églises protestantes qui ne crient plus leur colère. Je demande quand l'Église réagira, comme en 1934, contre la nomination d'un évêque imposé par l'État, mais aussi contre l'État lui-même ?

A Zurich je rends immédiatement visite au directeur du service de presse de l'Église protestante, le docteur Frey, proche des écrits de Karl Barth*. Je lui demande une recommandation pour le journal *Neue Züricher Zeitung*. « Une recommandation de ma part provoquerait sans doute le contraire, il vaut mieux que vous essayiez d'établir vos contacts directement. »

Au journal de Zurich je tombe sur une situation semblable à celle de Bâle.

« Non merci, nous avons déjà un correspondant à Berlin, il nous renseigne sur le conflit c'est suffisant.

Je m'apprête à partir quand mon interlocuteur m'adresse une dernière remarque :

– Tenez ce matin dans le journal de Bâle se trouve un excellent article qui fait une bonne analyse de la situation.

– Je suis tout aise de vous l'entendre dire. L'article est signé sous un pseudonyme et l'auteur est devant vous !

– Comment ? Que dites-vous ? C'est très intéressant. Alors, quand allez-vous écrire votre premier article pour nous ?

– Dans les prochains jours, si vous le souhaitez ! »

Nous discutons encore certains détails et c'est un nouveau collaborateur du *Neue Züricher Zeitung* qui sort de ses bureaux.

Dans l'après-midi du 30 juillet 1935 je rends visite à Karl Barth. Je lui rends compte de ma démarche. Il s'en réjouit et accepte de me recommander. Malgré cela, j'apprends que le Centre Œcuménique à Genève ne partage pas mes convictions et refuse de me soutenir. Je découvrirai un peu plus tard que ce même Centre recevait 40 000 Reichsmarks par an de l'Église officielle du Reich pour faire taire d'autres opinions que les siennes.

Je profite de mon séjour à Genève pour assister à un séminaire œcuménique. Participation qui s'avèrera importante pour la suite de mon travail. J'y fais la connaissance du théologien néerlandais B.J. Ader. Il deviendra mon traducteur pour les journaux hollandais. Son adresse personnelle sera ma principale adresse de couverture à l'étranger. Ce théologien loyal paiera de sa vie sa collaboration à la résistance néerlandaise. Il sera fusillé par les allemands. Son nom reste à ce jour inoubliable dans l'Église hollandaise.

Mon séjour à l'étranger me permet d'établir une correspondance intensive avec mes amis du courant œcuménique. Ainsi je peux prendre contact avec un journal hongrois et d'autres journaux anglais. Un de mes articles porte sur le limogeage de Karl Barth de sa chaire de théologie à Bonn.



Karl Barth

A mon retour d'Abbazia je m'arrête à nouveau en Suisse et réussis à devenir également correspondant pour le *Sankt Gallener Tagesblatt*.

Une semaine théologique doit se tenir à Barmen du 7 au 10 octobre 1935. Parmi les intervenants se trouvent Karl Barth et le professeur de philosophie Hans Ehrenberg*, un juif allemand converti au christianisme que je retrouverai plus tard en camp de concentration.

C'est la première fois que Karl Barth foule à nouveau le sol allemand depuis son interdiction de parole en Allemagne. Comme je connais le train qui

l'amène à Barmen, je le prends à Bonn pour aller à sa rencontre. Je trouve facilement son compartiment et lui fait signe de venir dans le couloir. Je lui fais part de toutes mes démarches journalistiques, en particulier, celle où je dois à la demande des rédacteurs en chef de certains grands journaux, prendre contact avec leurs correspondants à Berlin.

Encore aujourd'hui j'ai à l'oreille les remarques de Karl Barth, exprimées dans un suisse allemand à couper le souffle. « Oui M. Koch, cela fait longtemps que je me dis qu'il faudrait trouver quelqu'un qui soit capable de coordonner une telle action. L'information pour l'étranger est si importante. A la réflexion vous semblez être la bonne personne. Vous avez répondu présent dès le début des événements, votre compréhension théologique est bonne et votre écriture dynamique ». Voilà c'est dit !

« Mais mon cher Koch, vous connaissez le proverbe, tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse. Un jour on vous attrapera et sans crier gare vous serez enfermé dans un camp de concentration. Vous ne pourrez pas y échapper. Si vous voulez prendre ce risque, ma foi au nom de Dieu et du mien, je vous soutiens ! »

Sur le quai de Barmen, Barth est attendu par la Gestapo, on lui rappelle son interdiction de parole. Le soir même il est ramené par un agent à la frontière suisse.

Le service administratif des formations de la BK, m'autorise à poursuivre mes études au séminaire de Dietrich Bonhoeffer* à Finkenwalde près de la ville de Stettin dans l'Est de l'Allemagne. Le premier semestre y commence en novembre. En attendant, je prends une chambre de bonne à Berlin afin de trouver un peu de temps pour une traduction française

que j'ai acceptée pour l'éditeur Kaiser à Munich. J'en profite pour aller voir les correspondants berlinois des journaux étrangers pour lesquels je travaille.

Presque tous les bureaux des agences de presse se trouvent dans la même rue : la Zeitungsstrasse [la rue des journaux]. L'agence Reuter, l'agence Havas, United Press...tous sont installés à côté des bureaux de l'agence allemande de presse, agence liée au pouvoir. Pour aller voir mes correspondants je dois passer devant le gardien de l'agence allemande. Afin de ne pas trop me faire remarquer, M. Ravoux, responsable français d'Havas, me conseille d'emprunter la sortie de secours, escalier en fer à l'extérieur des bâtiments. Si on me surprenait, je devais prétexter un rendez-vous amoureux avec la jolie secrétaire des lieux.

A travers ces rencontres, je deviens très vite le correspondant majeur des conflits entre l'État et les Églises pour la plupart des journaux étrangers en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Proche-Orient...

Pendant ce séjour berlinois, je fais la connaissance de celui qui deviendra ma principale source d'information, puis mon camarade d'action et enfin le premier martyr de la B.K., Friedrich Weissler, docteur en droit. Weissler était juif de naissance. Son père avait renoncé depuis longtemps à la religion juive et avait fait baptiser ses enfants. Weissler était très influencé par sa foi chrétienne. Les fondements abstraits de la foi ne voulaient rien dire pour lui, il se sentait proche des pasteurs et des théologiens comme Karl Barth qui prônaient la mise en pratique des enseignements religieux et en appelaient à l'action. Jusqu'à

son limogeage au début du Troisième Reich, Weissler fut président du tribunal correctionnel de la ville de Marbourg. La B.K. lui offrira par la suite un poste de conseiller juridique à mi-temps afin qu'il puisse subvenir aux besoins de sa famille.

Nous nous entendons parfaitement. Il trouve primordial de révéler la position des Églises vis-à-vis des agissements du régime nazi. « Ce que nous faisons est interdit par la loi » me prévient-il.

Par ses origines juives, Weissler se sait doublement exposé mais pas une seconde il n'hésite sur l'aide qu'il doit apporter à mes dangereuses activités. Il est persuadé qu'il vit et qu'il vivra par la grâce de Dieu.